

## 1999 – 2009 : 10 ans de création musicale urbaine au Maroc

**1999-2009.** Il est souvent difficile de définir le début d'une période historique, de choisir une date parmi plusieurs. Mais partant du principe que la musique est un des baromètres des évolutions politiques d'une société, que la scène musicale d'un pays est liée à son contexte politique, alors l'année 1999 est doublement symbolique. 1999, année de rupture culturelle avec la 1<sup>ère</sup> édition du Boulevard des Jeunes Musiciens, qui entend rompre avec des années d'enlisement de la chanson marocaine. 1999, année de rupture politique avec l'intronisation de Mohamed VI qui entend tourner la page des années Hassan II. Dans les deux cas, le changement d'époque a été évoqué. 10 ans plus tard, quel bilan peut-on établir de la scène musicale urbaine ? Quels en ont été les moteurs ? Inexistantes en 1999, les bases d'une industrie musicale ont-elles été mises en place ? En quoi l'évolution de la création artistique qui s'inscrit dans le cadre urbain, peut-elle nous renseigner sur les mutations du Maroc ?

### *Une parole décomplexée en scène*

Même si des bribes de musique alternative, de rap et de rock marocain s'étaient fait entendre avant, 1999 reste l'année où ces musiques ont acquis leur rendez-vous annuel. Révélateur de talents, emblème de ce mouvement, le tremplin des jeunes musiciens offre une scène aux musiques urbaines, et il y apparaît une musique décomplexée du carcan identitaire arabo-musulman dans lequel on a voulu la cantonner. Une musique doublement décomplexée, puisqu'elle intègre les styles dits occidentaux, en y insufflant des instruments marocains. Dans cet élan de création, de reconnaissance de la différence, les tabous tombent et les sujets qui n'avaient plus été abordés depuis les années 70 retrouvent leur place dans les textes (dénonciation de la corruption, du système politique, de la répression, des inégalités sociales...).

Mais le véritable tournant s'opère en 2003, après deux événements majeurs. En février, 14 musiciens sont accusés de satanisme puis emprisonnés (ils seront relâchés après une importante mobilisation de la société civile et l'intervention royale) ; et des attentats terroristes ébranlent Casablanca le 16 mai. A quelques semaines d'intervalles, la misère sociale, la progression des islamistes, l'urgence d'ouvrir des espaces d'expression, et surtout, de diffuser une image différente à l'extérieur, sont exposés. A partir de là, musique, politique et communication sont intimement liés. La création des festivals s'enchaîne, et les formations musicales y trouvent le moyen d'évoluer. Sur fond de « diversité culturelle et de musiques du monde dans le plus beau pays du monde », c'est un véritable coup de com'. En quelques années, on passe d'une poignée de festivals, à une quarantaine créée depuis 1999. Au festival de Fès des musiques sacrées (1994) et au festival Gnawa-Musiques du monde d'Essaouira (1998) s'ajoutent, entre autres ; « Timitar » à Agadir, « Alegria Chamalia » à Chefchaouen en 2004 ; le festival de Casablanca et le festival méditerranéen d'Al Hoceima en

2005, le festival du Raï d'Oujda (2006), « Mer & Désert » à Dakhla (2007), « Voix de femmes » à Tétouan (2008), et « Awtar » à Benguerir (2009)... Résultat: chaque ville/région possède son festival, sous la thématique récurrente « de respect et d'ouverture dans un Maroc nouveau, moderne et tolérant», le tout parrainé par des personnalités proches du pouvoir.

Pour les groupes de musique, cette visibilité acquise par des festivals à l'évolution exponentielle, est renforcée en 2006 par l'ouverture des ondes qui permet au secteur privé d'investir le paysage radiophonique, d'élargir la programmation éditoriale, et de mettre un terme à la morosité du monopole étatique. Les chaînes *Hit-Radio, Aswat, Atlantic, Chada FM, Radio 2M*, sont partenaires des festivals, interviewent les artistes de cette scène et diffusent leur musique, rejoignant ainsi la presse écrite dans la couverture médiatique de la « Nayda » qui est partout en quelques mois. Enfin, les opérateurs de téléphonie rejoignent ce train marketing en organisant des tournées estivales et sollicitant les artistes pour des publicités, pour toucher la cible « jeune ».

### ***Une industrie musicale qui se fait attendre***

De 1999 à 2009, cette scène a donc gagné en visibilité. Après des années de désert musical et d'engagement associatif, on est passé rapidement de l'«underground» au matraquage médiatique. Or, derrière cette façade, les bases fondamentales d'une industrie de la musique n'existent toujours pas. Dix ans sont passés, mais une économie de la musique urbaine tarde à se mettre en place. Et sans cette dernière, la « Nayda » se limitera à une mode et non à profond changement dans le paysage culturel et politique. Des styles musicaux, des événements et des radios ont été créés, mais c'est insuffisant pour faire vivre un artiste 365 jours par an, et imparfait pour inciter le public à adopter la démarche adéquate au fonctionnement durable de ce système, c'est-à-dire à payer et consommer le produit musical. On en est très loin, car des failles se retrouvent à chaque étape. « Production ? Walou<sup>1</sup>. Management ? Walou. Distribution ? Walou. Droits d'auteurs ? Walou. De quoi on va vivre ? » résume Simo de Fez City Clan, un groupe qui comme les autres ne tirent aucune autre entrée d'argent que des cachets des festivals. « Les festivals ne vont pas nous faire vivre éternellement, on a besoin d'une effervescence tout au long de l'année. En plus ça commence à s'essouffler » ajoute la chanteuse Oum. En effet, la période « estivale/festival » étant l'élément régulateur de la scène urbaine, elle est la « haute saison » pour les musiciens. Or l'essence même de ces événements n'est pas la consolidation d'une industrie musicale, mais l'animation éclair des villes, et les plus importants d'entre eux s'inscrivent dans les plans de développement touristique. Gratuits et organisés en plein air, ils peuvent réunir jusqu'à 80 000 personnes par soirée et attirent aussi les touristes. D'un budget de 9 millions de dirhams pour Essaouira en 2009, et de 28 millions pour le festival de Casablanca, ils sont financés par les secteurs public et privé, répondent davantage à des objectifs de promotion touristique que culturelle et ne peuvent rester indéfiniment le pivot de cette scène.

---

<sup>1</sup> « Rien » en darija

En dehors de la saison estivale, c'est « Tchoumira »<sup>2</sup>. A l'inverse des festivals qui pullulent, les lieux indépendants n'existent pas, les théâtres municipaux périclitent par manque de moyens, et ceux qui ont pourtant été rénovés ne bénéficient d'aucune ligne budgétaire pour pouvoir gérer une programmation régulière. Seuls les instituts culturels étrangers se retrouvent encore et toujours à rythmer les soirées culturelles pendant l'année. Ce n'est pas non plus du côté de la production que la balance financière des artistes pourrait être rééquilibrée. Au contraire, ils se retrouvent auto-producteurs obligés et s'auto-financent pour payer les frais de leurs albums par les économies réalisées pendant l'été. Mais ce système fonctionne très au ralenti. Par exemple, au niveau de « la scène fusion » et de sa trentaine de groupes, la moyenne de sortie disque n'est que de 2 par an. En dix ans la situation n'a pas changé, les producteurs manquent toujours et jusqu'à présent seuls les favoris de « la playlist fusion » des festivals (Hoba-Hoba Spirit, Darga, Mazagan par exemple), ont jusqu'à présent pu produire un second album, ou davantage, tandis que des groupes qui existent pourtant depuis 2000/2003, mais ayant raté la vague des festivals, n'ont toujours pas d'album, et résistent tant bien que mal. Après l'autoproduction, vient l'auto-distribution, car en l'absence de maisons de disques, les CD, même s'ils existent, ne se vendent pas, ne s'achètent pas, ne se trouvent pas. « Finalement, pourquoi se casser la tête à sortir un album, alors qu'il n'y a pas de réseaux de distribution qui nous conviennent? Autant lâcher des singles à la radio, sur le net et c'est tout », reprend Simo de FCC. La distribution de CD existe au Maroc, même si elle subit le piratage depuis quelques années, mais elle concerne les styles traditionnels et commerciaux, et reste très inadaptée à la musique urbaine. Les quelques expériences de distribution entreprises (entre 1000 et 6000 exemplaires), tentent d'innover en créant des points de ventes, mais restent symboliques et ne garantissent pas d'entrées d'argent régulières, tout comme les droits d'auteurs qui sont régis par un système à des années lumière d'un fonctionnement équitable. Par l'opacité, le flou, et le peu de transparence dans ses opérations de perception, le BMDA<sup>3</sup> n'encourage même pas les artistes à déposer au moins leurs œuvres.

### ***Le temps des mises à niveau***

Après ce constat, une question se pose légitimement : pourquoi ça bloque? Tout d'abord, cette scène a eu des difficultés à se faire accepter. Les débuts ont été davantage consacrés à la justification de leurs créations comme étant « marocaines », qu'à l'organisation et à la structuration du mouvement. Excepté le cercle « casaoui » médias/festivals, les autres acteurs ont été très réticents à intégrer ces artistes. «Aujourd'hui cette génération est acceptée par tous. Au début c'était le choc pour tout le monde. Mais ces jeunes ont prouvé qu'ils avaient du talent et qu'ils méritaient leur place », explique Hassan Nafali, Président délégué de la coalition marocaine de la culture et les arts. A cet égard, le don octroyé par le roi en Mai 2008 « en guise d'encouragement aux jeunes groupes prometteurs ayant hissé leurs productions au rang de la créativité" a, dans un sens, clôt le débat. Mais c'était il y a à peine 1 an.

---

<sup>2</sup> « Chômage » en darija, et titre phare du groupe Darga

<sup>3</sup> Bureau Marocain des Droits d'Auteurs

C'est le roi aussi qui a attribué les premières cartes d'artistes, en 2008, 5 ans après que la loi sur le statut de l'artiste ait été promulguée. Mais si, à l'été 2009, 770 artistes l'ont obtenu, aucun de cette génération ne l'a, tout simplement parce-qu'aucun n'a déposé de dossier pour l'obtenir. « C'est vrai, on est au courant, mais on ne l'a pas fait. On est un peu paresseux » avoue Issam de *Mazagan*. Le vide qui entourait le statut juridique de l'artiste est peu à peu rectifié, mais les musiciens de cette scène ne semblent pas y porter attention. Par exemple, une Mutuelle Nationale des Artistes, subventionnée par l'Etat, est opérationnelle depuis 2008, et compte près de 1600 bénéficiaires, mais « aucun membre de la nouvelle scène n'est inscrit, alors qu'on a organisé des réunions, communiqué dans la presse, et même rencontré certains responsables de cette scène » confie Mohamed Kaouti, président de la MNA. « En fait, on a pris l'habitude qu'on ne s'intéresse pas à nous. Il faut dire aussi qu'on n'a pas de syndicat qui serait notre intermédiaire et porte-parole » rétorque Othmane d'Hkayne. Habités à dénigrer le fonctionnement de l'administration, ces artistes ont grandi dans un environnement où le système public a failli. Ils accordent peu de crédibilité aux initiatives émanant de ce secteur et continuent de se positionner en-dehors, sans avoir eux-mêmes atteint le niveau de maturité nécessaire pour s'organiser ou se regrouper.

Toutefois, du côté des pouvoirs publics, le temps de la prise de conscience du rôle de l'action culturelle semble poindre. Les mises à niveaux urbaines, le développement économique des régions et les grands chantiers du Maroc (autoroutes, TangerMed, réseau ferroviaire...) sont complétés par des projets culturels. Depuis avril 2009, les anciens Abattoirs de Casablanca, reconvertis en friche culturelle (projet de la ville), ont ouvert leurs portes; à partir de 2010, le ministère déblocquera le fonds d'aide à la musique, qui concernera tous les styles de la chanson marocaine (jusque-là la musique ne bénéficiait pas de subvention); d'ici 2014 Casablanca possédera un centre culturel, « CasArts », qui accueillera concerts, pièces de théâtre, spectacles en plein air...

De 1999 à 2009, il serait faux de dire que la « Nayda » se porte bien; encore injustifié de la hisser au rang de « Movidia »; mais injuste de dire que rien ne se fait. Par contre, après l'euphorie, l'heure n'est pas encore à une économie de la musique qui permettrait aux artistes d'en vivre, mais à une mise à niveau: recoller les morceaux du puzzle d'une société longtemps réprimée et aux droits socioéconomiques et culturels sérieusement bafoués; remettre les pendules à l'heure pour qu'une classe moyenne, intégrée dans des politiques économiques et sociales cohérentes, émerge et joue son rôle de locomotive, au niveau culturel et national, que le secteur musical devienne un secteur séduisant à investir par des initiatives privées, qu'une véritable politique culturelle soit énoncée. En attendant ce moment, les artistes continueront de compter sur les structures et acteurs de l'étranger pour progresser et trouver une issue de secours; quant à lui L'Boulevard aménage un centre de musique actuelle, fort d'un don royal (encore un) de 2 millions de dirhams, reçu en juin 2009. En attendant ce moment, une génération de 8-15 ans aura grandi avec une musique marocaine qui lui parle et lui donne des repères identitaires pluriels. C'est peut-être aussi là le plus important.